



COMPTE RENDU DE LA RÉUNION MENSUELLE DU CLUSTER REGIONAL PROTECTION/ TOMBOUCTOU

Nombre de participants : 18

Lieu et date: UNHCR – Tombouctou, 26 Décembre 2018

Organisations membres présentes : DRDSES Taoudénit, DRPC Tmbct, ARDIL, NRC, AEDT, Croix R malienne, Enda Mali, AMSS, HCR, PAM, CASE, MINUSMA (DH), CVJR Tmbct.

Modération et secrétariat : HCR

Points à l'ordre du jour

- 1- Présentation du Bilan des réalisations 2018/ perspectives 2019
- 2- Divers (présentation de 3 nouveaux projets par AMSS et ENDA MALI)

Points d'ordre du jour	Discussions / Informations	Recommandations/ Décisions
1. Présentation du Bilan des réalisations 2018/ perspectives 2019	<p>Pour cette réunion qui marque la clôture des activités du cluster, une présentation a été faite sur le bilan des réalisations faites en 2018 (du 1^{er} janvier au 30 novembre) et les perspectives en 2019. La même présentation a été faite lors de la réunion du Comité Régionale de la Coordination Actions Humanitaires tenue fin novembre dernier au Gouvernorat de Tombouctou.</p> <p>Il a noté que cette année, les réalisations ont été faites dans un contexte marqué par l'insécurité résiduelle exacerbée par la circulation des armes légères et petits calibres, occasionnant des mouvements de population à répétition, l'accès humanitaire limité dû aux incidents, la problématique de l'accès aux services sociaux de base en zone rurale, l'éclatement des tensions intercommunautaires sur les ressources, le faible accès à la documentation pour les femmes et les enfants ainsi que la persistance des cas de VBG.</p> <p>REALISATION EN 2018</p> <p>Les données recueillies de janvier à novembre 2018 font état de 3 491 ménages de 20 524 PDI pour la région de Tombouctou soit 26% % du total des PDI au niveau national, 58 443 ménages de</p>	

273 984 PDI retournés à Tombouctou selon DTM et 9 904 ménages de 31 409 individus rapatriés enregistrés par la DNDS.

Les principaux risques et problèmes de protection à retenir sont les suivants :

- la problématique de la protection de l'enfance en particulier l'enrôlement des enfants, la mobilité et l'identité juridique
- la vulnérabilité de la population civile face à la recrudescence des tensions inter et intracommunautaires soutenues par des actions armées
- la persistance de la violence basée sur le genre et l'insuffisance des réponses apportées
- la prolifération des armes et les risques de IED/ REG.

En termes de réalisation dans le domaine de la lutte anti-mine, 4 224 personnes ont été sensibilisées sur les mines et restes explosifs de guerre, 65 victimes ont été assistées (cash, activités génératrices de revenu, vivres, référencement pour assistance médicale).

Le faible nombre de séances de sensibilisation dans le cercle de Goundam et G Rharous reste le principal gap à ce niveau.

Dans le domaine de la protection de l'enfance les réalisations sont les suivantes :

- Création d'un centre pour enfants (CASE) dans la ville de Tombouctou
- Délivrance de 15 100 actes de naissance pour des enfants
- formation et appui de 20 maitres coraniques sur les droits de l'Enfant
- Formation de 30 acteurs de la protection de l'enfant sur la vérification de l'âge
- Formation de 20 familles d'accueil transitoires pour abriter les enfants qui sortiront des FGA
- Mise en place de 126 comités de protection (Niafouké)

Les problèmes rencontrés sont la difficulté pour identifier les EAFGA et la faible couverture dans certaines communes de Goundam et G Rharous.

En ce qui concerne les VBG, les réalisations sont les suivantes :

- 2 936 cas de VBG au plan national dont 2 122 cas rapportés par le GBVIMS
- Formation de 52 agents de santé et animateurs de radios sur la gestion clinique du viol, la prise en charge psychosociale, les outils de gestion de cas et GBVIMS
- Ouverture d'un nouveau centre communautaire pour les femmes
- Participation de 303 personnes dont 195 femmes et 108 filles aux activités des centres de Tombouctou et Gourma Rharous.
- Sensibilisation (séances et radios) de 12 450 personnes sur les conséquences des mariages précoces, le viol, les agressions physiques, les violences psychologique, le VIH et sur les services disponibles aux survivants.

La faible couverture de certaines communes (Goundam Essakane; Tin Aicha; Tilemsi; Alzounoub; Gargando; Raz-elma, Quinerden; Inadiatafane), de la nouvelle région de Taoudeni et la

problématique de la prise en charge juridique et psychosociale sont les principales difficultés notées. Certaines survivantes ne veulent pas de l'assistance psychosociale proposée par les acteurs, elles souhaitent plutôt faire recours aux services des marabouts et guérisseurs traditionnels.

Sur la cohésion sociale, les réalisations sont :

- Sensibilisation (séances et radios) d'environ 14 000 leaders communautaires, femmes; hommes, jeunes sur la gestion des conflits/ la négociation, la gestion des rumeurs etc.
- Initiation de 11 rencontres intercommunautaires par les populations appuyées par l'Etat et les ONG
- Formation de 60 femmes et jeunes filles leaders sur le processus de paix,
- Mise à jour régulière des zones prioritaires de tensions et partage avec les acteurs humanitaires et étatiques

Les difficultés sont l'influence souvent des leaders de la diaspora sur la résolution des conflits sur le terrain et la faible mise en œuvre des recommandations issues des rencontres intercommunautaires.

Le monitoring de protection a enregistré depuis le début de l'année, 276 incidents de protection, parmi lesquels les cas d'extorsion viennent en tête avec 111 incidents, suivi des cas des vols (55), de coups et blessures (45).

Concernant l'accès à la justice, il y a eu la réhabilitation de 05 Tribunaux de la région, avec renforcement du dispositif sécuritaire, l'appui au déploiement progressif des juges précisément au TGI de Tombouctou et la tenue de 3 formations à l'endroit des acteurs de la chaîne pénale avec 75 participants soit une moyenne de 25 participants par formation.

L'absence souvent des Juges de Paix due à l'insécurité et la faiblesse dans la protection des témoins sont les gaps identifiés à ce niveau.

A la lumière des réalisations faites et difficultés rencontrées, il est essentiel de retenir trois (3) principaux axes de plaidoyer à l'endroit des autorités, il s'agit :

- Assurer une meilleure sécurisation des axes routiers (Tbtou- Bambara maoude, Tbtou-Goundam- Tonka, Tbtou- Rharous- Gossi, Léré- Niafouké) afin de faciliter la libre circulation des personnes et de leurs biens.
- Veuille à l'opérationnalisation d'un dispositif sécuritaire de poursuite en cas d'enlèvement de personnes, de véhicules et instaurer un suivi des dossiers d'enquête au niveau des autorités compétentes.
- Renforcer la lutte contre l'impunité des violations des Droits de l'Homme

Songer à des stratégies adaptées aux réalités des populations et convenables aux bénéficiaires/survivantes de VBG (tous les acteurs).

Impliquer les véritables leaders dans les rencontres intercommunautaires pour une meilleure mise en œuvre des recommandations (tous les acteurs).

	<p>Participation aux réunions</p> <p>Il est à noter que certains acteurs notamment le HCR, AMSS, la MINUSMA, la DRDSES et UNFPA ont été les plus réguliers dans les réunions mensuelles lors du premier semestre 2018. Tous les acteurs sont encouragés à améliorer leur participation aux différentes réunions du cluster mais aussi aux réunions des sous-groupes auxquels ils sont membres afin de dynamiser davantage le cluster régional de protection de Tombouctou.</p> <p>Au niveau des sous clusters, les sous-groupes VBG et protection de l'enfance sont ceux qui ont tenu régulièrement les rencontres mensuelles en 2018. Par contre il a été constaté une timidité chez les sous-groupes cohésion sociale et lutte anti-mines.</p> <p>PERSPECTIVES 2019</p> <p>Les perspectives pour l'année 2019 se déclinent comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Renforcer les activités de monitoring de protection et référencement des cas de protection - Appuyer les autorités dans la gestion des conflits inter et intracommunautaires - Renforcer les capacités des autorités et ONG nationales sur divers thématiques de protection - Poursuivre l'identification et la prise en charge holistique des cas de VBG - Renforcer les activités de protection de l'enfance et LHAM 	<p>Planifier et coordonner dès le début de l'année en prévoyant des lignes budgétaires afin de pallier à certaines contraintes à la tenue régulière des rencontres (leads et co-leads).</p> <p>Réfléchir sur la possibilité de scinder en deux la réunion cluster régionale en cluster Tmbct et cluster Taoudéni ou la possibilité de mettre les deux ensemble (coordination cluster et autorités administratives des deux régions)</p> <p>Elaborer un calendrier de réunion pour l'année 2019 et le partager avec les membres.</p>
<p>2. Divers (présentation de 3 nouveaux projets par AMSS et ENDA MALI)</p>	<p>Présentation de projet de protection des civils touchés par des conflits au Nord du Mali mis en œuvre par AMSS.</p> <p>Le Projet Protection des civils par la prévention de conflits et l'éducation aux risques sur la présence d'explosifs et les armes légères et de petit calibre au nord du Mali, est mis en œuvre AMSS en partenariat avec MAG sur financement UNMAS via UNOPS. D'une durée de 10 mois (sept 2018-juin 2019), le projet intervient dans les 5 régions du nord (Gao, Kidal, Ménaka, Tombouctou et Taoudéni). L'objectif est de contribuer à la protection des civils des régions du nord du Mali qui sont touchés par les conflits au travers d'actions humanitaires contre les mines et de prévention de conflits. Comme activités, il est prévu entre autres le développement de capacité des partenaires, l'organisation des campagnes de masse par radio communautaire, l'appui aux victimes, organisation d'enquêtes non-techniques des zones suspectées d'être contaminées par des Restes Explosifs de Guerre (REG) etc.</p> <p>Présentation de deux nouveaux projets d'urgence dans le nord du Mali mis en œuvre par ENDA MALI</p> <p>Le Projet d'intervention d'urgence pour répondre aux besoins de protection des enfants touchés par le conflit et la sécheresse dans le nord du Mali mis en œuvre par ENDA sur financement USAID. L'objectif du projet est d'améliorer l'accès des enfants touchés par le conflit et la</p>	

sécheresse dans les régions de Gao et Tombouctou. D'une durée d'une année (Septembre 2018-Aout 2019), les communes d'intervention du projet dans la région de Tombouctou sont la commune urbaine de Tombouctou et les communes rurales d'Alafia, Bambara Maoude (ou Inadiatafane), Gossi, Lafia. La principale cible est les enfants touchés par le conflit et la sécheresse.

Le second projet concerne la protection des enfants affectés par la crise dans les régions de Gao et Tombouctou sur financement UNICEF. Les cercles de Tombouctou et de Gourma Rarous sont les principales zones d'interventions du projet dans la région de Tombouctou. Ce projet cible dans les régions de Gao et Tombouctou au total 20.000 enfants affectés par la crise et/ou vulnérables, 2 400 acteurs communautaires, 60 acteurs formels et 10 staff du CTO (Centre de Transit et d'Orientation) de Gao. Comme principales activités prévues par le projet, il y a entre autres la réinsertion socioéconomique des enfants vulnérables au sein des communautés, la mise en place et le renforcement des EAE (Espaces Amis des Enfants) par leurs équipements pour l'appui psychosocial des enfants, l'appui aux initiatives communautaires de protection de l'enfance etc.

Liste de présence



Adobe Acrobat
Document